



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction des ressources humaines**

Cahier des clauses administratives particulières « CCAP »

**Mise à disposition d'une solution de vote électronique infogérée
et assistance à l'organisation, à la préparation et au déroulement
des élections professionnelles de 2026
pour le pôle ministériel Territoire - Ecologie « MTE »
et le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
« MASA »**

Procédure : SG-SAD3-002-25

Table des matières

1 - Objet du marché.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Caractéristiques du marché	5
3.1 - Procédure.....	5
3.2 - Durée	5
3.3 - Forme du contrat	5
3.4 - Coordination	5
3.5 - Considérations sociales et environnementales.....	6
3.5.1 - Considérations environnementales	6
3.5.2 - Considérations sociales	6
4 - Modalités d'exécution des prestations	7
4.1 - Conduite des prestations	7
4.2 - Début des prestations.....	7
4.3 - Émission des bons de commande.....	7
4.4 - Durée d'exécution des bons de commande.....	8
4.5 - Modifications des prestations en cours d'exécution	8
4.6 - Modifications des bons de commande.....	8
4.7 - Prolongation du délai d'exécution.....	8
5 - Prestations sur devis.....	9
6 - Constatations de l'exécution des prestations	9
7 - Clauses de réexamen	9
7.1.1 - Convention de groupement	9
7.1.2 - Montant maximum atteint.....	9
8 - Obligations du titulaire.....	10
8.1 - Responsabilité	10
8.2 - Obligation de moyen et de résultat	10
8.3 - Obligation de conseil.....	10
8.4 - Obligation d'information	10
8.5 - Poursuite des activités.....	10
8.5.1 - Service minimum.....	10
8.5.2 - Pandémie, grèves, crue	10
9 - Obligation de discrétion et de confidentialité	11
10 - Opérations d'admission	11
11 - Opération de vérification	11
12 - Prix des prestations	13
12.1 - Contenu et forme de prix.....	13

12.2 - Révision des prix	13
13 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	14
14 - Modalités de règlement.....	14
14.1 - Avance.....	14
14.1.1 - Montant de l'avance.....	14
14.1.2 - Remboursement de l'avance.....	14
14.2 - Acomptes.....	15
14.3 - Modalité de paiements	15
14.4 - Délai global de paiement.....	15
14.5 - Intérêts moratoires	15
15 - Facturation.....	16
15.1 - Mentions obligatoires.....	16
15.2 - Monnaie applicable :	16
15.3 - Modalités de transmission des factures :	16
16 - Pénalités.....	17
16.1 - Pénalités de retard pour les prestations P 1, P 2, P 3, P 4, P 5, P 6 et P 7.....	17
16.2 - Pénalités de retard concernant les prestations P 8, P 9, P 10 et P 11 :	17
16.3 - Pénalités de retard sur la livraison de la résolution des anomalies concernant les prestations P 6, P 7, P 8, P 9 et P 11 :	17
16.4 - Pénalités pour indisponibilité du service :	18
16.4.1 - Pendant la période de consultation pré-électorale :	18
16.4.2 - Pendant la période électorale :	18
16.5 - Pénalités relatives aux formations	19
16.5.1 - Pénalités pour retards répétés du formateur.....	19
16.5.2 - Report/ annulation du fait du titulaire	19
16.5.3 - Changement d'intervenant du titulaire	19
16.6 - Pénalités pour non-respect de la clause relative à la protection des données	19
16.7 - Pénalités pour non-respect du Plan de Continuité des Activités (PCA) et Plan de Reprise d'Activités (PRA).....	19
17 - Propriété intellectuelle des sources.....	19
17.1 - Régime des connaissances antérieures.....	19
17.2 - Régime des droits de propriété intellectuelle et conditions de prix de la concession.....	20
18 - Traitement de données à caractère personnel	20
19 - Résiliation du marché	29
20 - Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)	29
21 - Litiges	30
22 - Dérogation aux documents généraux	30

1 - Objet du marché

Le présent contrat a pour objet la mise à disposition d'une solution de vote électronique et assistance à l'organisation, à la préparation et au déroulement des élections professionnelles de décembre 2026 pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, le ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, tous deux regroupés sous l'acronyme « pôle ministériel Transition-Ecologie (MTE), ainsi que la direction générale de l'Aviation civile (DGAC) et le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA).

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles — seul faisant foi, CCAG/TIC excepté, l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'administration — sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - X Annexe n° 1 : annexe financière
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixant les dispositions administratives ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixant les dispositions techniques et ses annexes ;
 - X Annexe I : Exigences fonctionnelles
 - X Annexe II : Exigences techniques
 - X Annexe III : Exigences de sécurité
 - X Annexe IV : Spécifications export de données.
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre finale ;
- Le PAQ remis à l'appui de l'offre finale et ses versions actualisées pendant l'exécution du marché ;
- Le PAS remis à l'appui de l'offre finale et ses versions actualisées pendant l'exécution du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) ;
- Le ou les bon(s) de commande ;
- Le ou les ordre(s) de service dans le cas du déclenchement de la prestation 10 ;
- Le ou les éventuels(s) acte(s) modificatif(s).

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces contractuelles – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/TIC – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/TIC la notification ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE).

3 - Caractéristiques du marché

3.1 - Procédure

Le marché est passé en procédure avec négociation conformément aux articles L.2124-3, R.2124-3, R.2161-12 à R.2161-20 du code de la commande publique.

3.2 - Durée

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la date de réception de la **notification**.

3.3 - Forme du contrat

Le marché est un marché de services informatiques.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum en quantité composé des prestations suivantes (décrites dans le CCTP) :

- P1 « Prise de connaissance du projet »,
- P2 « Études préalables et conception »,
- P3. « Paramétrage de la solution de vote » (inclus P3.1 à P3.2),
- P4.1 « Organisation et tenue de scrutins tests pour 1 plateforme »,
- P4.2.1 « Tests de performance du système de vote électronique (SyVE) »,
- P4.3 « Tests du plan de continuité d'activité (PCA) et du plan de reprise d'activité (PRA) »,
- P 5.1 « Conception d'un module de formation en présentiel »,
- P5.2 « Conception d'un module d'auto-formation en ligne »,
- P5.4 « Conception de foires aux questions »,
- P6 « Assistance sur site d'une autorité organisatrice de scrutins pour les cérémonies » (inclus P6.1 à P 6.3),
- P8 « Organisation et tenue des élections professionnelles » (inclus de P8.1 à P8.7),
- P 9.1 « Fonctionnalités de base »

et avec un montant maximum de 2 000 000€HT sur la durée totale du marché.

Il est conclu avec un seul attributaire.

3.4 - Coordination

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique, un groupement de commande s'est constitué, afin de passer ce marché, entre :

- **le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, le ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche**, tous deux regroupés sous l'acronyme « pôle ministériel **Transition-Ecologie** (MTE)» ainsi que la direction générale de l'Aviation civile (DGAC), représentés pour l'ensemble des directions et services par la directrice des ressources humaines du secrétariat général commun aux ministères, désigné ci-après le « **service coordonnateur** » ;

et

- **le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA)**, représenté par Monsieur Xavier Maire, chef du service des ressources humaines – 78 rue de Varenne, 75349 PARIS 07 SP, désigné ci-après « **service coordonné** » ;

et

les établissements publics de l'État dont la liste figure dans le CCTP désigné ci-après le « **service coordonné** » ;

et

les autorités administratives indépendantes dont la liste figure dans le CCTP désigné ci-après le « **service coordonné** » .

Cette convention stipule que le pôle ministériel MTE, coordonnateur du groupement, est chargé de signer et de notifier le marché ainsi que tout acte.

3.5 - Considérations sociales et environnementales

3.5.1 - Considérations environnementales

Le pôle ministériel soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

La plus importante part de l'impact environnemental d'un site web réside dans son usage. Il importe donc de veiller, dès sa conception mais aussi lors des opérations de maintenance, à réduire la consommation énergétique liée à son utilisation.

Le titulaire devra évaluer l'impact environnemental du site web et de l'application et à le réduire au fil du marché. Pour ce faire, il utilisera l'outil EcoIndex (développé par le collectif GreenIT) qui permet d'estimer la performance environnementale d'un site web. Le collectif GreenIT a également développé une check-list pour l'écoconception web qui pourrait être utile au titulaire.

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

3.5.2 - Considérations sociales

Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

Les Ministères de l'Aménagement du Territoire et de la Transition Ecologique et le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire bénéficient du Label Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité.

A ce titre, il est conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le pôle ministériel MTE met actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

A cet effet, le questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au règlement de consultation

(annexe 2) complété doit être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le titulaire du marché expose les mesures mises en œuvre pour suivre les recommandations du guide pratique pour des achats numériques responsables de l'Etat (<https://ecoresponsable.numérique.gouv.fr/publications/guide-pratique-achats-numeriques-responsables/>), en particulier pour les infrastructures et cloud (recherche d'un PUE -Power Usage Effectiveness- optimisé en matière d'hébergement) et pour les prestations intellectuelles en matière d'inclusion et d'économie sociale et solidaire.

4 - Modalités d'exécution des prestations

4.1 - Conduite des prestations

Le suivi de la prestation est assuré pour le compte du groupement de commande, par le service coordonnateur : le pôle ministériel MTE en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA).

Le titulaire, dès la notification désigne le responsable de l'exécution des prestations, interlocuteur privilégié du service coordonnateur.

Le titulaire assure la responsabilité pleine et entière de toutes les prestations dont sa société est attributaire. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du projet.

4.2 - Début des prestations

Les prestations à prix unitaires s'exécutent par l'émission des bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

4.3 - Émission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par le représentant du pouvoir adjudicateur du service coordonnateur. Ils sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Les bons de commande mentionnent les informations suivantes :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le ou les lieux d'exécution des prestations ;
- le numéro du bon de commande ;
- le type et le nombre de conditionnement ;
- la référence et l'objet du marché ;
- la ou les quantité(s) commandée(s) ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le service émetteur de la commande ;
- le montant total hors taxes ;
- l'adresse de facturation et le code exécutant nécessaire en cas de facturation électronique FAC9450075 ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- la signature de la personne habilitée ;
- le montant total TTC ;
- la désignation des prestations ;
- le service bénéficiaire ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- Le n° d'engagement juridique « EJ ».

4.4 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Les bons de commande sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois calendaires après la fin du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, plus de trois mois après ce terme, peut encore effectuer les opérations de vérification et, le cas échéant, demander au titulaire de procéder à la mise au point d'une prestation ajournée ou à la nouvelle exécution d'une prestation rejetée, selon les délais prévus pour la constatation de l'exécution des prestations.

4.5 - Modifications des prestations en cours d'exécution

Pendant l'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations commandées ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 24h00, est réputé l'avoir acceptée.

Toutefois, toute modification des prestations non prévue au marché, notamment si elle entraîne un changement du prix, ne peut être réalisée que par avenant.

4.6 - Modifications des bons de commande

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes essentiels d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la notification d'un bon de commande rectificatif soumis aux mêmes règles administratives que le bon de commande concerné.

Si les modifications portent sur des termes mineurs, elles sont traduites par un simple échange écrit (courrier, télécopie ou courriel) entre les parties.

4.7 - Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel, selon les modalités décrites à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

Il est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

5 - Prestations sur devis

Des prestations nécessaires au bon déroulement de l'accord-cadre à bons de commande peuvent être demandées au titulaire. La proposition financière du titulaire est établie par application des conditions financières définies dans le bordereau des prix unitaires « Prestation P12 ».

La proposition financière doit parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur au plus tard dans les 5 jours ouvrés qui suivent la date de réception de la demande et doit préciser le délai de préparation nécessaire au titulaire ainsi que le ou les UO concernés de la prestation P12 ainsi que les quantités nécessaires. Cette proposition fait apparaître le délai d'exécution des prestations commandées, mais également la part des prestations à exécuter par le titulaire, ainsi que celles des sous-traitants éventuels.

6 - Constatations de l'exécution des prestations

Pour les opérations de vérification et les décisions après vérifications, le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire mettent en œuvre les dispositions du chapitre 5 du CCAG/TIC.

Il est rappelé également ici qu'en application de l'article 30 du CCAG/TIC, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

7 - Clauses de réexamen

Conformément aux articles L.2191-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes.

Le titulaire a l'obligation d'assurer un suivi de l'ensemble des prestations figurant sur l'annexe financière. Le titulaire a toutefois la faculté, pendant la durée de validité du marché de proposer : des modifications sur ses services en vue de leur amélioration.

Toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur formalisé par une modification du contrat.

7.1.1 - Convention de groupement

Le représentant du pouvoir adjudicateur a la faculté de modifier la liste des services bénéficiaires. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par courriel ces changements au titulaire et ensuite par voie d'avenant.

Ainsi, par extension, certains opérateurs ou autorités administratives indépendantes du pôle ministériel MTE et du MASA se réservent la possibilité d'adhérer à l'accord cadre. Cette possibilité concernerait au maximum trois opérateurs et 10 000 électeurs au total.

7.1.2 - Montant maximum atteint

Lorsque 90% du maximum a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 15 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum dans la limite de 20% du montant maximum initial.

En cas d'accord entre les parties, en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre à bons de commande, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

8 - Obligations du titulaire

8.1 - Responsabilité

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct du représentant du pouvoir adjudicateur et à ce titre, il est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

8.2 - Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, sont dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché.

8.3 - Obligation de conseil

Le titulaire doit communiquer au service coordonnateur toute remarque motivée permettant d'améliorer les méthodes ou produits imposés et signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner.

8.4 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

8.5 - Poursuite des activités

8.5.1 - Service minimum

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu de prendre les mesures indispensables afin d'assurer le service. Il est seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le Code du Travail. La grève du personnel du titulaire ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'administration.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter ce service, l'administration y pourvoit par tous moyens qu'elle juge utiles, aux frais et risques du titulaire notamment en faisant appel à une autre société pour exécuter les prestations.

8.5.2 - Pandémie, grèves, crue

Le titulaire s'engage à poursuivre ses activités en toute situation conformément au **Plan de Continuité des Activités (PCA) et Plan de Reprise d'Activités (PRA)** qu'il élabore et remet au représentant du pouvoir adjudicateur pour co-signature, dans les trois mois suivants la notification du marché et en cours de

marché si la situation l'exige.

Le non-respect de ce délai ainsi que le non-respect de ces plans peuvent être pénalisés dans les conditions fixées au CCAP.

Le titulaire est responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

9 - Obligation de discrétion et de confidentialité

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, ni à utiliser pour d'autres fins que l'exécution du marché, les informations qu'il est amené à connaître directement ou indirectement du fait de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu aux clauses de confidentialité de l'article 5 du CCAG/TIC.

De même, le titulaire s'engage pour lui ou toute personne agissant pour son compte à tenir confidentielle toute autre communication de renseignements, documents, objets quelconques, que celle expressément prévue au présent marché, et ne faire, sauf autorisation expresse de l'acheteur, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

10 - Opérations d'admission

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour accepter ou exiger des corrections ou améliorations des livrables.

Le délai de vérification court à compter de la mise en ordre de marche par le représentant du pouvoir adjudicateur sous forme papier ou électronique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point notamment en cas de manque de qualité manifeste du ou des documents remis, peut ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au représentant du pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point dans un délai de 5 jours ouvrés.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues peut formuler le rejet des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai de 5 jours ouvrés.

De telles demandes n'ouvrent droit ni à un allongement du délai initial ni à une rémunération supplémentaire.

Si ces décisions ne sont pas notifiées au titulaire dans un délai de 15 jours ouvrés, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai.

11 - Opération de vérification

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR).

Les opérations de vérification visent à constater les prestations exécutées répondant au CCTP et respectant l'engagement que le titulaire a pris dans son offre. Elles permettent donc de vérifier :

- La complétude et l'exactitude du PV de livraison ;

- Le caractère opérationnel des fonctionnalités attendues ;
- L'exhaustivité, la pertinence et l'exactitude de la documentation ;
- La stratégie et les procédures de test employées, la conformité de leurs résultats

Conformément à l'article 32.2 du CCAG/TIC les livrables des unités d'œuvre de la prestation 3 (mise à disposition de la solution de vote électronique P 3.1 et P 3.2), de la prestation 9 (mise à disposition d'un outil de gestion des candidatures et de la propagande) et de la prestation 11 (impression des notices de vote) du marché, donnent lieu à une vérification d'aptitude et à une vérification de service régulier (VSR) par la livraison de la prestation 4 (organisation et tenue d'une élection test).

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. La VA a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché. La mise en ordre de marche se matérialise par une notification par le titulaire à la personne publique signifiant que la personne publique peut procéder aux opérations de vérification d'aptitude

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG/TIC, l'administration dispose de 2 mois pour prononcer la VA à partir de la date de notification par écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) n'est pas en mesure de prendre une décision positive de VA, il prend une décision d'ajournement ou de rejet. Il rédige à ce titre un compte rendu de VA intermédiaire sur lequel il décrit les demandes de corrections à apporter par le titulaire.

En cas d'ajournement, le titulaire est immédiatement invité à présenter à nouveau au RPA les prestations mises au point, dans un délai d'un jour ouvré maximum.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai d'un jour ouvré, à compter de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le RPA a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

En application de l'article 34.2.2 du CCAG/TIC, si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après décision d'ajournement des prestations, le RPA dispose d'un délai de quinze jours pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

LA VSR a pour objet de constater que la solution est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitations prévues dans le CCTP.

Durant la VSR, le titulaire fournit l'assistance technique nécessaire à la correction des anomalies mineures ou majeures.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG/TIC, l'administration dispose de 6 mois pour prononcer la VSR à partir du jour de la décision positive de la VABF.

Les prestations P 1, P 2, P 4, P 5, P 6, P 7, P 8 et P 10 ne sont pas soumis à VA-VSR et font l'objet d'un procès-verbal de service fait.

La réception de chaque prestation du présent contrat est constatée et prononcée par procès-verbal établi par le représentant du pouvoir adjudicateur. Les éléments livrables attendus du prestataire sont listés dans le CCTP du présent accord-cadre.

Des réfections peuvent être appliquées aux prestations dans les conditions prévues à l'article 34.3 du CCAG-TIC.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il peut en prononcer le rejet partiel ou total conformément aux dispositions prévues à l'article 34.4 du CCAG-TIC.

12 - Prix des prestations

12.1 - Contenu et forme de prix

Les prix des prestations sont des prix unitaires.

Les prix sont définitifs et révisables.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations. Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

Le prix de chacune des prestations comprend l'ensemble des opérations nécessaires à sa bonne réalisation.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres finales.

Les prix sont calculés taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en sus au taux en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

12.2 - Révision des prix

L'index de référence choisi pour la révision des prix est un indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de marché - CPF 62.02 - Services de conseil en informatique - Base 2021 – identifiant 010766573 . Il est publié trimestriellement et peut être consulté sur Internet dans la Banque de données macro-économiques de l'INSEE.

L'indice mensuel correspondant à cet indice trimestriel est la dernière mise à jour de l'indice mise en ligne par l'Insee (www.insee.fr, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766573>).

La formule de révision des prix est la suivante :

$$Pr = P_0 \left(\frac{I_m}{I_o} \right)$$

Formule dans laquelle :

- P_r est le prix révisé,
- P_0 est le prix HT mentionné dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement de l'offre finale),
- I_m : Dernier indice définitif connu au moment du calcul de la révision des prix
- I_o : Dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision des prix (ou de l'offre finale pour la 1ère révision).

Avant la date anniversaire du marché, le titulaire propose à l'administration une annexe financière révisée. Il la communique à la personne publique par courrier électronique. La personne publique la valide ou apporte les corrections nécessaires.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également prendre l'initiative de la révision.

Les prix révisés s'appliquent à tous les bons de commande notifiés après la révision.

Le prix final révisé est arrêté à la 2^{ème} décimale.

13 - Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, **le titulaire peut produire à une fréquence trimestrielle un état de consommation. Cet état reprend les bons de commande lancés par l'acheteur et les factures émises par le titulaire faisant apparaître la date, l'objet et le montant.**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

14 - Modalités de règlement

S'il y a lieu, les pénalités applicables, décrites dans l'article relatif aux pénalités du présent document, sont soustraites des paiements.

14.1 - Avance

L'option A de l'article 11 du CCAG/TIC s'applique.

Selon les dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-16 à du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande prévoit un montant minimum supérieur à 50 000€HT, l'avance est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois..-

14.1.1 - *Montant de l'avance*

Le montant de l'avance est fixé à 5 %, hors part éventuellement sous-traitée.

Le taux d'avance est porté à 30 % pour une petite et moyenne entreprise (PME).

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans la rubrique relative à l'avance de l'acte d'engagement.

14.1.2 - *Remboursement de l'avance*

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement partiel définitif. Il commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

14.2 - Acomptes

Conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique le titulaire peut recevoir des acomptes d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées au moment de la demande.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, la périodicité de versement des acomptes est ramenée à un mois à la demande du titulaire.

14.3 - Modalité de paiements

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué à l'issue de l'exécution des prestations commandées, après les opérations de vérification et leurs validations par la personne publique et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

Les sommes dues au titulaire sont liquidées après certification du service fait.

Le marché donne lieu, pour chaque bon de commande, à des versements à titre de règlements partiels et/ou définitifs à compter de l'admission des prestations.

Pour l'ensemble des prestations, les paiements sont obligatoirement effectués sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article relatif à la facturation du présent document.

14.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

14.5 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

15 - Facturation

15.1 - Mentions obligatoires

Le titulaire établit une facture en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro et la date de notification du marché,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- L'adresse de facturation,
- En cas de facture dématérialisée, le code exécutant suivant : **FAC9450075**,
- La dénomination sociale et l'adresse du titulaire,
- Les références du compte bancaire,
- Le détail des prestations exécutées,
- Le service bénéficiaire ;
- Les quantités éventuellement,
- Le détail de leur prix,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises,
- Le numéro et la date de la facture.

À défaut des mentions obligatoires précitées, la facture est rejetée et le délai de la demande de paiement suspendu, après notification au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et jusqu'à régularisation des mentions de la facture par le titulaire du marché.

15.2 - Monnaie applicable :

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

15.3 - Modalités de transmission des factures :

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

16 - Pénalités

En cas de manquement à ses obligations contractuelles, et par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après.

Le délai des livrables contenu dans l'offre du titulaire est contractualisé si ces délais sont inférieurs à ceux énoncés dans le CCTP.

16.1 - Pénalités de retard pour les prestations P 1, P 2, P 3, P 4, P 5, P 6 et P 7

Si, du seul fait du titulaire, une prestation demandée par l'administration n'est pas réalisée dans les conditions et les délais fixés au bon de commande ou au CCTP ou de l'offre du titulaire si les délais proposés sont inférieurs, le titulaire encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, des pénalités de retard déclenchées dans les conditions fixées ci-après :

- $P = (V \times R) / 50$
- V représente le montant HT du bon de commande
- R représente la durée du retard exprimée en jours calendaires.

Tout jour calendaire de retard supplémentaire commencé est dû.

16.2 - Pénalités de retard concernant les prestations P 8, P 9, P 10 et P 11 :

Si, du seul fait du titulaire, une prestation demandée par l'administration n'est pas réalisée dans les conditions et les délais fixés au bon de commande ou au CCTP ou de l'offre du titulaire si les délais proposés sont inférieurs, le titulaire encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, des pénalités de retard déclenchées dans les conditions fixées ci-après :

- $P = (V \times R) / 5$
- V représente le montant HT du bon de commande
- R représente la durée du retard exprimée en jours calendaires.

Tout jour calendaire de retard supplémentaire commencé est dû.

16.3 - Pénalités de retard sur la livraison de la résolution des anomalies concernant les prestations P 6, P 7, P 8, P 9 et P 11 :

Si, du seul fait du titulaire, une prestation demandée par l'administration n'est pas réalisée dans les conditions et les délais fixés au bon de commande ou au CCTP ou de l'offre du titulaire si les délais proposés sont inférieurs, le titulaire encourt, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, des pénalités de retard déclenchées dans les conditions fixées ci-après :

Pendant l'élection test, durant le mois précédant le vote et dans la semaine suivant la proclamation des résultats :

Niveau de sévérité	Délai maximum de résolution	Montant des pénalités
Bloquant P6 P7 P8 P9	1 jour ouvré	7 500 euros par jour ouvré de dépassement
Majeure P11	2 jours ouvrés	5 000 euros par jour ouvré de dépassement
Mineure rapports financiers d'activité	4 jours ouvrés	500 euros par jour ouvré de dépassement

- Pendant le vote :

Niveau de sévérité	Délai maximum de résolution	Montant des pénalités
Bloquant P7.3 P8	30 minutes	15 000 euros par tranche de 4 heures ouvrées applicable dès la première heure
Majeure P7.2 P11	2 heures	7 000 euros par jour ouvré applicable dès la première heure
Mineure P7.1	1 jour ouvré	1 000 euros par jour ouvré

Pour les pénalités dont le montant est paramétré suivant des heures de dépassement, toute heure de dépassement entamée est due.

Pour les pénalités dont le montant est paramétré suivant des jours de dépassements, toute journée de dépassement entamée est due.

16.4 - Pénalités pour indisponibilité du service :

Un service est déclaré indisponible s'il ne répond pas aux exigences de qualité et de disponibilité du service exigées au titre des exigences de sécurité énoncées¹ au CCTP et son annexe III.

16.4.1 - Pendant la période de consultation pré-électorale :

En cas d'indisponibilité, le titulaire encourt une pénalité de 12 000 € TTC toutes les 4 heures.

Les pénalités ne sont pas applicables dès lors que les indisponibilités sont nécessaires aux mises à jour et maintenances requises et qu'elles ont été planifiées préalablement. La garantie sur le temps de rétablissement (GTR) varie entre une heure et 8 heures au maximum conformément aux dispositions du CCTP, article 9.2.2 Cellule de support de niveau 3 du titulaire, annexe II article 2.2 Engagement de niveaux de service et performances, et annexe III article 5 Disponibilité.

16.4.2 - Pendant la période électorale :

Le titulaire encourt une pénalité de 15 000 € TTC par heure d'indisponibilité applicable à compter du délai de 30 minutes prévu au CCTP.

Les pénalités ne sont pas applicables si l'interruption du processus électoral intervient à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où l'indisponibilité entraîne la nullité d'un scrutin, le titulaire prend intégralement à sa charge

les frais engagés par l'organisation d'un nouveau scrutin.

16.5 - Pénalités relatives aux formations

16.5.1 - *Pénalités pour retards répétés du formateur*

Elles s'entendent pour la non-exécution par le titulaire de ses engagements contractuels en matière de ponctualité du formateur par rapport aux horaires planifiés. Dans le cas de retards répétés du formateur signalé par écrit par l'administration, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire correspondant à 10 % du montant HT de la prestation concernée.

16.5.2 - *Report/ annulation du fait du titulaire*

Dans le cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer une session programmée ayant fait l'objet d'un bon de commande, il doit en informer immédiatement l'administration et lui proposer une date ultérieure. Si cette annulation survient moins de 10 jours ouvrés avant la date de la formation, le titulaire s'engage à rembourser les frais induits par cette annulation (frais de transports et d'hébergement non remboursables engagés par les stagiaires).

16.5.3 - *Changement d'intervenant du titulaire*

Tout changement d'intervenant doit être soumis au préalable, pour accord à l'administration au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de l'action de formation. En cas de désaccord sur le nouvel intervenant proposé par le titulaire, l'administration se réserve le droit de reporter la session du stage sans application de pénalités, jusqu'à disponibilité de l'intervenant initial et au plus tard un (1) mois après la date initiale du stage.

16.6 - Pénalités pour non-respect de la clause relative à la protection des données

En cas de non-respect de la clause relative au traitement des données à caractère personnel du présent document, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 500 € TTC par jour à compter du lendemain du manquement constaté. Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du non-respect de cette clause par le titulaire.

16.7 - Pénalités pour non-respect du Plan de Continuité des Activités (PCA) et Plan de Reprise d'Activités (PRA)

En cas de non-respect du plan de continuité des activités ou de plan de reprise des activités, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 500 € TTC par jour à compter du lendemain du manquement constaté. Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du non-respect de cette clause par le titulaire.

17 - Propriété intellectuelle des sources

17.1 - Régime des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire précise dans son offre et au fur et à mesure de l'exécution du marché les connaissances antérieures qu'il exploite pour la réalisation de l'objet du marché et la titularité des droits. Il indique les

connaissances antérieures indissociables de l'exploitation des résultats.

17.2 - Régime des droits de propriété intellectuelle et conditions de prix de la concession

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, l'acheteur n'acquiert pas les droits patrimoniaux ou les droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats. Il est fait application de l'article 46.2.2 du CCAG/TIC des résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques, et du premier alinéa de l'article 46.3.1. Le second alinéa de l'article 46.3.1 (redevance du titulaire à l'acheteur) ne trouve pas à s'appliquer.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose du simple droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. L'étendue de cette concession de propriété intellectuelle est définie pour toute la durée de l'exécution du contrat et pour la France, outre-mer compris.

Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

La concession de droit d'utilisation de la solution est prévue pour le nombre d'utilisateurs indiqués et pour des supports de formation pour permettre la démultiplication en interne de l'offre de formations, après les formations de formateurs prévues, assurées par le titulaire.

18 - Traitement de données à caractère personnel

Le présent article déroge à l'article 5.2 du CCAG/TIC.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, le règlement général sur la protection des données ou RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après la loi Informatique et libertés) est assuré par l'acheteur, avec le titulaire du marché comme sous-traitant.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le RGPD et la loi Informatique et libertés.

a. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter dans le strict respect des finalités du traitement, pour le compte de l'acheteur, et pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la prestation définie dans le marché suivante :

- ***Organisation et participation aux élections professionnelles par une procédure de vote électronique***

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- La collecte
- L'enregistrement et la modification de données
- L'extraction
- La conservation
- La consultation
- L'utilisation
- La mise à disposition

Les finalités du traitement sont :

- L'organisation et la participation aux élections professionnelles par une procédure de vote électronique
- La mise en place de transmission interne
- La réalisation de statistiques dans les conditions prévues par l'article 6-2° de la loi du 6 janvier 1978 modifiée

Les données à caractère personnel traitées sont :

- *Des données relatives aux personnes*
 - a. Leur identité et leurs coordonnées (matricules, noms, prénoms, date et lieu de naissance, genre, profession ou catégorie socioprofessionnelle, situation administrative, adresse, numéros de téléphone, adresses électroniques ...)
 - b. Les données nécessaires pour assurer la sécurité de l'accès et du fonctionnement des applications et réseaux informatiques, que ce soit pour permettre l'authentification nécessaire à l'établissement de cet accès ou pour en conserver la trace
 - c. Et pour les candidats également leur appartenance syndicale.

Les données sont conservées pour une durée de 2 ans après les élections ou jusqu'à la date d'expiration du dernier recours.

Les catégories de personnes concernées sont :

- Les agents du pôle ministériel MTE et du MASA notamment des directions d'administration centrale, services déconcentrés, services à compétence nationale et les établissements publics et autorités indépendantes visés dans la convention constitutive de groupement.
- Toutes les personnes tierces intervenant pour le compte de sous-traitants (titulaire du marché ou autres prestataires) dont les informations de connexion devront être conservées.

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du

titulaire les informations nécessaires suivantes :

- Données d'identifications des électeurs : noms, prénoms, adresse postale, adresses électroniques, affectation, informations administratives, données complémentaires permettant de sécuriser la connexion des électeurs ;
- Données d'identification des candidats : nom, prénom, sexe, nom de l'organisation, affectation, données complémentaires permettant de sécuriser la connexion des candidats ;
- Données d'identification des membres des bureaux de vote : nom, prénom, sexe, bureau de vote d'affectation, affectation, données complémentaires permettant de sécuriser la connexion des membres de bureaux de vote ;
- Données d'identification des référents élections et de l'équipe projet : nom, prénom, sexe, affectation, données complémentaires permettant de sécuriser la connexion ;
- Données relatives à la cartographie des élections (définition des scrutins) et au rattachement des électeurs, candidats et bureaux de votes aux différents scrutins.

b. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui fait/font l'objet du présent marché public. À cet égard, il sera précisé que toute utilisation des données à des fins commerciales est formellement proscrite ;

2. Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement par courrier électronique et par téléphone l'acheteur. En cas de désaccord, l'acheteur et le titulaire du marché s'engagent à en informer leurs délégués à la protection des données respectifs. À défaut d'accord entre ces derniers, le différent est réglé selon les modalités prévues dans les documents du marché et notamment dans le CCAG TIC (Article 55).

3. Contribuer à une analyse d'impact sur la protection des données (AIPD) afin de vérifier si les traitements de données mis en œuvre dans le cadre du vote électronique sont susceptibles d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques. Les traitements de données prévus étant des traitements à grande échelle et comportant des données relatives à l'appartenance syndicale des personnes concernées, l'AIPD est obligatoirement réalisée par le responsable de traitement pour s'assurer que le titulaire a créé une solution avec un niveau de sécurité suffisant pour protéger la confidentialité des données personnelles. Cette analyse est réalisée sur l'ensemble des traitements de données à caractère personnel (liste des électeurs, solution de vote, liste des candidatures) durant le second semestre 2025 avant la phase de test. Il est attendu du titulaire qu'il contribue à la bonne réalisation de l'AIPD en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires à son déroulement. Il en est de même pour sa contribution à l'étude EBIOS.

4. Ne procéder à aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, sauf accord préalable exprès de l'acheteur ;

5. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

6. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- S'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

7. Coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci, dans l'exécution de ses missions ;

8. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

9. Justifier auprès de l'acheteur, sur demande de ce dernier et sans délai, des mesures prises pour satisfaire aux présentes obligations et se soumettre, le cas échéant, aux vérifications sollicitées par l'acheteur, y compris dans les locaux du titulaire du marché. Dans ce cadre, l'acheteur peut notamment demander au titulaire du marché la communication des formalités RGPD, de son registre des traitements pour les traitements spécifiques dont il a la charge et dont il use dans le cadre du présent marché et, de l'AIPD visée au point b.3 ci-dessus.

c. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Le titulaire du marché a la possibilité de recourir à de la sous-traitance pour les traitements de données à caractère personnel.

Les sous-traitants s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et sont soumis aux mêmes obligations que le titulaire du marché. Le titulaire veille au respect de ces obligations par ses sous-traitants et s'engage à en justifier sans délai sur demande de l'acheteur.

Le titulaire du marché fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection des droits des personnes concernées par le traitement.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> & https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/im-primes_dc/DC4_2023_Duree_contrat_sous_traitance.docx).

d. Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 12 à 14 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information prévue aux articles 12 à 14 du RGPD et à l'article 48 de la loi Informatique et libertés, au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché soumet à l'accord de l'acheteur, avant la collecte des données, la formulation et le format de l'information. Il tient compte des éventuelles recommandations formulées par ce dernier.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, dans les délais prévus par le RGPD et la loi Informatique et libertés, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits : droit d'accès et de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

e. Droit d'accès aux données

Le titulaire s'engage à informer les personnes qui en font la demande du traitement de leurs données à caractère personnel. Il leur assure un accès auxdites données et précise les informations suivantes :

- Les finalités du traitement ;
- Les catégories de données à caractère personnel concernées ;
- Les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées ;
- Lorsque cela est possible, la durée de conservation des données à caractère personnel ;
- L'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel, ou une limitation du traitement des données à caractère personnel relatives à la personne concernée, ou du droit à s'opposer à ce traitement ;
- Le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle ;
- L'existence d'une prise de décision automatisée y compris le profilage.

Les modalités pratiques d'exercice de ce droit sont les suivantes :

- Par courriel ;
- Ou par courrier avec accusé réception.

f. Droit de rectification et droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Le titulaire s'engage à ce que les personnes concernées puissent obtenir dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel les concernant qui sont inexactes.

Le titulaire a également l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- Les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités définies ;

- La personne concernée retire son consentement ;
- La personne concernée s'oppose au traitement et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement ;
- L'objet du traitement est illicite ;
- Les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale ;

Les modalités d'exercice de ces droits sont les suivantes :

- Par courriel
- Ou par courrier avec accusé réception.

g. Droit d'opposition

Le titulaire s'engage à permettre aux personnes concernées d'exercer leur droit de s'opposer, à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement de données à caractère personnel, y compris le profilage.

Les modalités d'exercice de ce droit sont les suivantes :

- par courriel
- ou par courrier avec accusé réception

h. Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique et par téléphone. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur aux adresses suivantes : dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr et dpo@agriculture.gouv.fr

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 3 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile. La notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer

les éventuelles conséquences négatives.

Il répond en outre sans délai à toutes les demandes de l'acheteur et de son délégué à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données de l'acheteur, en lien avec les services de l'acheteur en charge de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après accord et envoi par le DPD de l'acheteur d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel, dans un délai de 72 heures au plus tard.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

i. Mesures de sécurité du traitement

Le titulaire du marché met en œuvre notamment des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au présent article.

L'ensemble des mesures de sécurité assurant la conformité du présent traitement à la réglementation relative à la protection des données sont décrites dans les dispositions relatives à la sécurité du CCTP du présent marché. L'ensemble des détails listés dans le CCTP relativement à la sécurisation du vote électronique assure sa conformité aux dispositions du RGPD et de la Loi 78-17 du 6 janvier 1978. Le référentiel de sécurité à appliquer est le RGS (Référentiel Général de Sécurité).

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

1. Mesures sur les données du traitement :

- **Chiffrement/pseudonymisation** : Une série de mesures seront prises de manière à rendre les données à caractère personnel incompréhensibles à toute personne non autorisée à y avoir accès.
- **Cloisonnement** : Des mesures destinées à réduire la possibilité d'effectuer un croisement de données qui pourrait provoquer une violation de l'ensemble des données à caractère personnel seront prises.

Contrôle des accès logiques : Un contrôle des accès visant à limiter les risques que des personnes non-autorisées accèdent aux données à caractère personnel par voie électronique.

- **Journalisation** : un historique des connexions sera conservé sur le journal des connexions.

Archivage : les modalités de conservation et de gestion des archives électroniques contenant des données seront précisées.

- **Sécurisation des documents papier** : les mesures destinées à diminuer les risques d'exploitation des données des documents papier seront précisées.

2. Mesures générales de sécurité :

- **Contrôle de l'accès physique** : Un contrôle destiné à interdire l'accès aux données aux personnes non-autorisées sera assuré.
- **Contrôle de l'intégrité** : Des mesures seront prises afin de préserver l'intégrité des données et à alerter en cas de modification non désirée ou de disparition de données.
- **Sauvegarde** : La disponibilité des données sera assurée tout en protégeant leur confidentialité.
- **Traçabilité** : Des mesures seront prises afin de permettre de détecter des incidents concernant les données de façon précoce et de disposer des éléments exploitables pour les étudier ou pour fournir des preuves dans le cadre d'une enquête.
- **Hébergement des données** : En application, d'une part, de l'article L2112-4 du code de la commande publique en vue d'assurer la sécurité des données et d'autre part, afin de permettre à l'expertise indépendante, telle que prévue aux articles R211-518 à R211-521 du code de la fonction publique d'être mise en œuvre, l'expert indépendant devant ainsi avoir accès aux locaux d'hébergement de tout ou partie de la solution de vote électronique, les serveurs (*ou les sites principaux et de secours hébergeant la SVE*) doivent se trouver de préférence dans la même zone géographique que le service coordonnateur et en toute hypothèse, l'hébergement devra être réalisé sur le territoire de l'union européenne. En cas de localisation hors du territoire de la France métropolitaine, les frais de transport et d'hébergement des personnes mandatées par l'administration (dont l'expert indépendant) pour visiter et auditer les sites, seront à la charge du titulaire.
- **Sécurisation de l'exploitation des matériels** : Des mesures seront prises pour diminuer la possibilité que les caractéristiques des matériels (serveurs, postes fixes, ordinateurs portables, périphériques, relais de communication, supports amovibles, etc.) soient exploitées pour porter atteinte aux données à caractère personnel.
- **Lutte contre les logiciels malveillants** : Les accès vers des réseaux publics (internet) ou non maîtrisés (partenaires), ainsi que les accès aux postes de travail et les serveurs seront protégés.
- **Mots de passe** : Les mots de passe, conformément aux préconisations de l'autorité de contrôle, devront comporter un nombre suffisant de caractères et être suffisamment complexes.

3. Mesures organisationnelles :

- **Organisation/Modes de gouvernance** : elles sont décrites au paragraphe 1.6 du CCTP.
- **Gestion des risques** : la maîtrise des risques que les traitements de l'organisme du titulaire font peser sur les libertés et la vie privée devra être assurée.
- **Gestion des personnels et des profils** : Réduction des risques liés à des personnes extérieures (sous-traitants, stagiaires, collaborateurs) ayant accès aux données.
- **Gestion des incidents de sécurité et de violations des données** : Organisation opérationnelle permettant de détecter et de traiter les événements susceptibles d'entraîner, accidentellement ou de manière illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de

données transmises, stockées ou traitées. Suivi de ces incidents (tableaux de bord, audit).

j. Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, quel qu'en soit le motif, le titulaire doit :

- Pour les inscriptions en cours, les données personnelles devront être transmises, éventuellement, au titulaire du nouveau marché ;
- S'agissant des données personnelles des agents n'étant plus aux ministères, elles seront détruites.

Avant destruction, le titulaire adresse, à l'acheteur par courriel, (pour le pôle ministériel MTE : Drh.Sg@developpement-durable.gouv.fr, pour le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire : liste-sirh-dir-misirh-sg@agriculture.gouv.fr) un projet de bordereau de destruction pour validation.

Une fois le bordereau de destruction validé, la destruction est réalisée.

Cette destruction doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois ces copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit des mesures mises en œuvre.

k. Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

l. Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

m. Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits. Il répond sans délai à toute demande de l'acheteur présentée à cet effet.

n. Manquements aux obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

Tout manquement aux règles relatives à la protection des données est susceptible de constituer un manquement dans l'exécution du marché. Les sanctions prévues en cas de manquement sont alors applicables, sans préjudice des autres sanctions résultant de la législation sur la protection des données à caractère personnel, notamment celles qui sont susceptibles d'être prononcées par la Commission nationale de l'informatique et libertés.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité de mettre fin à l'exécution du marché si le titulaire du marché ne respecte pas ses obligations légales détaillées au présent article conformément au RGPD.

o. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractère personnel » ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

19 - Résiliation du marché

Le marché peut être résilié suivant les dispositions du chapitre 8 du CCAG/TIC.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 54 du CCAG/TIC, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, sous réserve que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG/TIC, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

20 - Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères des territoires, de l'aménagement et de l'écologie, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

21 - Litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

Si à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 9 du CCAG/TIC.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

22 - Dérogation aux documents généraux

Les articles du CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/TIC correspondants.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/TIC
2	4.1
2	4.2.1
11	33.2.2
16	14
17.2	46.2.1
18	5.2
19	51